

1) AG du 7/03

Suite à la publication d'un document émanant de la présidence de Paris-4 / Sorbonne, une intersyndicale de Paris 3 a appelé à une assemblée générale des étudiants, des personnels et des enseignants/chercheurs de l'université. Ce document prouvait qu'une discussion était en cours quant à la fusion de la Sorbonne avec Paris-3 et son adhésion à Paris-Universitas, projet de pôle universitaire qui regroupe déjà p2, p3, p6, p9, l'EHESS et l'ENS, et qui s'implantera d'ici 2012 sur le campus de Jussieu.

L'AG a été réunie en premier lieu pour dénoncer les méthodes anti-démocratiques de la présidence de Paris-3, qui se permet de jouer l'avenir de cette université sans aucune concertation des instances de l'université.

Motion 3 – L'AG demande des garanties sur le maintien de l'université Paris 3 sur son site actuel, sur le maintien des filières, du nombre d'étudiants et sur le maintien des emplois.

Cette AG qui a réuni 400 personnes, a beaucoup insisté sur les conséquences de cette future fusion Sorbonne / Sorbonne Nouvelle au sein de Paris-Universitas. Ce débat a permis d'ouvrir enfin la discussion sur la mise en place de pôles d'excellence dans le système universitaire français. Ces pôles d'excellence se forment en ce moment par le biais de rapprochements, voir de fusions, entre les établissements du supérieur, la plupart du temps en lien avec des investisseurs privés (entreprises ou fondations...).

Motion 1 – L'AG commune des étudiants et des personnels de l'Université Paris III-Sorbonne Nouvelle, réunie ce mercredi 7 mars 2007 au centre Censier, exprime sa plus ferme condamnation des initiatives personnelles du président de l'université M. Bernard Bosredon, et en particulier celles visant à engager un processus de fusion avec l'université de Paris IV-Sorbonne sans aucune consultation des instances élues ni des représentants de la communauté universitaire. Elle exige que soit mis un terme immédiat à ce processus, qu'une clarification écrite soit rendue publique et qu'elle soit transmise à toutes les autorités destinataires du courrier envoyé le 12 février 2007 par le président de Paris IV, M. Pitte, à savoir MM. De Robien et Monteil, M. le Recteur de Paris, M. Gilbert Béréziat, délégué général de l'association « Paris Universitas » et M. Pitte lui-même.

Les conséquences de cette réorganisation sont multiples : sélection et hausse des frais d'inscription, suppression de filières, suppression d'emplois, enseignement et recherche gérée par une minorité d'hommes de bureau et de chefs d'entreprises. En somme, c'est la privatisation de l'enseignement supérieur public qui est visé par la mise en place de ces pôles d'excellence.

La FSEUL se réjouit de l'unité maintenue par les organisations afin de défendre tous ensemble l'avenir de Paris 3. Les trois motions adoptées à la quasi unanimité reflètent ce désir de défendre la Sorbonne Nouvelle contre sa dissolution annoncée.

Une intervention d'un professeur de Paris 4 a été particulièrement remarquée, cette dernière expliquant que les projets de la Sorbonne étaient de plus en plus porter sur la formation des entrepreneurs. La FSEUL est intervenue quant à elle pour défendre l'unité dans le combat contre la fusion p3-p4, et la nécessaire liaison de notre lutte avec les autres universités dans le cadre national de la mise en place des pôles d'excellence.

Motion 2 – L'AG demande au président qu'il rende publics les engagements déjà pris dans le cadre du rapprochement des certaines universités parisiennes connu sous le nom de « Paris Universitas ». Elle exige l'ouverture sans délai d'un débat associant l'ensemble de la communauté universitaire. Elle s'inquiète des conséquences que ce rapprochement peut avoir :

- sur l'emploi, notamment en raison de la mutualisation annoncée des services, qui risque d'entraîner une suppression immédiate des postes précaires et un non-renouvellement de nombreux postes de titulaires dans toutes les catégories de personnel, enseignants, IATOS et personnel des bibliothèques
- sur l'offre de formation et l'accès des étudiants aux enseignements, notamment en ce qui concerne les modalités de sélection et l'augmentation des frais d'inscription
- sur le contenu des enseignements –notamment en lettres et sciences humaines– à l'heure de la « professionnalisation » de l'Université.
- sur l'autonomie de la recherche.

Des étudiants ont appelé au nom de l'intersyndicale à un rassemblement Mercredi 14 mars à 11h30 à l'Institut des Cordeliers¹. En effet c'est ce jour que se rassemblera l'assemblée constitutive de l'Alliance Paris-Universitas. Le rassemblement supportera une délégation qu'il reste encore à élire pour présenter les motions votées lors de cette AG.

Pour la FSEUL, cette assemblée générale est un pas très important pour Paris-3 dans sa lutte pour préserver son université et un exemple concret que l'on peut mobiliser dès aujourd'hui contre les pôles d'excellence. Seule l'unité et la mobilisation permanente de tous les étudiants, de tous les personnels et de tous les enseignants/chercheurs permettra de mettre un terme à la destruction/privatisation de l'enseignement supérieur.

Prochaine Assemblée Générale :
Jeudi 15 mars
Amphi A – 12H

2) AG du 9/03

Il ne s'agissait à proprement parler d'une assemblée générale, mais plutôt d'une tentative du président de Paris-3 Sorbonne Nouvelle (B. Bosredon) de dissiper les inquiétudes des personnels, des enseignants et des étudiants de la fac.

Le président a parlé de quatre sujets cruciaux : le projet immobilier de l'université, l'Alliance Paris-Universitas, l'intégration de l'IUFM de Paris à P3 et la fusion P3/P4. Il a permis ensuite à l'assemblée de lui poser des questions auxquelles il a bien sûr répondu ... tout en évitant de répondre au plus important!

1- L'immobilier : « Tout va bien ». L'université possède à présent 2200 m² rue des Irlandais destinés à la recherche, rénovés à hauteur de 600 000^E ! L'Institut des Amériques est placé dans le cadre d'un RTRA, c'est à dire un pôle de recherche d'excellence, financé par l'Etat. L'université disposera à terme de 20 000m² sur Jussieu. Tout va bien ? Mais ce que ne nous dit pas le président, c'est qu'il faut retrancher à cet espace **la fermeture annoncée dans le dernier schéma directeur des centres Asnières, ESIT, ILPGA et rue du Paradis**. Tout ne va d'ailleurs pas si bien à Censier même. Bosredon l'avoue lui même dans la presse, les locaux rue de Santeuil sont vétustes et bourrés d'amiante. **C'est donc sans complexe qu'il nous a avoué que Censier fermerait**. Il manquait 25 000 m² à l'université, en comptant les actuelles annexes ; elle en gagne 20 000 à Jussieu mais perd 4 annexes et le centre Censier. Faites le calcul !

2- L'Alliance Paris-Universitas est une initiative de P3, P6 et P9 pour « créer un ensemble de conventions pour mener des opérations dans le cadre d'une association ». Bosredon ne nous dit pas à quelles opérations doit œuvrer l'A.P.U, mais on peut d'ors et déjà douter que le but soit d'offrir à tous les étudiants un enseignement public et gratuit de la Licence au Doctorat. En effet l'A.P.U est un Etablissement Public de Coopération Scientifique, **qui possède une gouvernance propre**, au dessus des instances démocratiques des établissements membres. L'Etat ne donne désormais d'argent qu'à ce genre de rapprochement universitaire, alors même qu'il a laissé mourir plus d'une université en France. L'EPCS « valorise » les Doctorats et les Masters. Mais alors qui financera nos licences ? **Ce rapprochement d'universités est au final surtout un moyen de démanteler nos diplômes et les universités**. La pluridisciplinarité en même temps que la mise en concurrence des universités correspond directement à la casse de nos diplômes qui avaient, avant la réforme LMD, un contenu national adossé aux conventions collectives et au code du travail. La mutualisation, va comme dans une entreprise, avoir des conséquences sur les emplois des personnels et leurs conditions de travail.

3- Bosredon nous a vendu l'incorporation de l'IUFM de Paris à P3 et à l'A.P.U avec l'argument de la pluridisciplinarité de l'Alliance. En réalité il nous cache **qu'il s'agit de la casse du statut des professeurs des écoles qui se trouve derrière ce rapprochement** ! Bientôt, les enseignants du primaire, comme ceux du secondaire, auront un Master-pro, qui leur permettront d'enseigner. Sachant qu'un Master obtenu à l'APU, n'aura pas la même valeur que celui obtenu à Bordeaux, on se rend compte que l'éducation n'est plus vouée à être la même pour tous, sur tout le territoire ! En réalité, c'est la privatisation des écoles que prépare ce rapprochement !

4- Au sujet de la fusion entre p3 et p4, le président n'a pas pu démentir les faits. Il y a des discussions réelles entre les deux universités. Acculé par ce début de mobilisation, il n'a pu qu'avouer que **le rapprochement entre les**

¹ 15 rue de l'école de Médecine. Paris. Conférence à l'amphi Farabeuf..

universités ce ferait tôt ou tard (prétextant la similitude des offres de formations). Cette fusion se fera dans le cadre de Paris-Universitas.

La FSEUL se réjouit d'une première victoire dans la mobilisation : en effet, l'adhésion de P4 à l'A.P.U devait être discutée lundi 5 mars lors du CA de l'Alliance. Or, d'après Bosredon, cette discussion a été reportée. A une semaine et demi de l'inauguration officielle de l'A.P.U, ce CA a préféré attendre, reculant dans son calendrier, plutôt que de risquer voir leur entreprise entachée par la contestation

Mais ce premier recul ne nous empêchera pas d'être tous là mercredi 14 mars pour faire entendre notre position sur cette Alliance et pour dire NON à la fermeture de Paris 3 – Censier !

Plusieurs questions ont été posées par l'assemblée, que l'on peut ainsi résumer :

Quel avenir pour les personnels ?

Quel avenir pour les enseignants ?

Quel avenir pour les locaux ?

Quel avenir pour les filières ?

Paris-Universitas ne va t-elle pas être synonyme de sélection ?

S'il a éludé les 2 premières questions (c'est d'ailleurs bien étrange : cette AG s'adressait à eux !), le président a néanmoins répondu aux suivantes. Pour les locaux, nous avons les 20 000 m² sur Jussieu que nous avons demandé. Pour lui cela suffit, **il oublie consciemment de décompter les annexes et le centre Censier**. Pour les filières, il faut s'en prendre à l'Etat, c'est lui qui accrédite et qui finance les cursus. Comme l'Etat préfère des filières « innovantes » (entendez : qui entrent dans le schéma LMD de privatisation des universités), on peut conclure par nous même que **l'Etat fermera des filières**. Enfin, il a répondu à la question sur la sélection par les côtés : Pour lui les missions de l'Université sont « l'accueil, le suivi, la sortie », parce que « ce qui est important c'est le projet personnel », professionnel. M.Bosredon, reprenant les préceptes de la CPU dont il fait parti, nous informe en réalité que l'université deviendra un endroit où l'on viendra se former à un métier, suivi toute sa scolarité (et même toute sa vie) par un contrat de formation. **C'est la professionnalisation des filières, qui doit s'accompagner d'une sélection rigoureuse en fonction des besoins du marché du travail. Les places en cursus d'excellence vont elles, par contre, coûtées chères !**

D'après Bosredon si des filières vont disparaître, la responsabilité vient de l'Etat, sur le manque de financement des aides et des infrastructures pour les étudiants handicapés, c'est l'Etat, etc. Il faut donc signaler au passage que le président a déclaré à la fin de cette AG : « Le ministère m'a toujours aidé, parce que nous avons les même projet ». Il a le don pour nous rassurer ce président là !

NON A LA FERMETURE ET A LA VENTE DE PARIS-3/CENSIER !

RUPTURE DE L'ACCORD PARIS-UNIVERSITAS !

REENGAGEMENT FINANCIER DE L'ETAT :

POUR LE MAINTIEN DE PARIS-3 SUR LE SITE DE CENSIER

POUR UNE BELLE EXTENSION DE 25 000 m² DE PARIS-3 !

**NON A LA MISE EN PLACE DES PÔLES
D'EXCELLENCE !**

**TOUS AU RASSEMBLEMENT MERCREDI 14 MARS
DEVANT L'INSTITUT DES CORDELIERS A 11H30 !**